

## En marge du piteux résultat électoral dans Richelieu **Il y a quelque chose qui cloche à Québec solidaire**

Québec solidaire a été le grand perdant de l'élection partielle dans le comté de Richelieu dont près des deux tiers de la population habitent la ville industrielle de Sorel-Tracy de tradition souverainiste et syndicale. Pour une élection avec un taux de participation plutôt élevé pour une partielle, le parti perd près de la moitié de son score en pourcentage par rapport à 2014 (et les deux tiers en votes absolus) tombant au niveau de ses scores de 2007 et 2008<sup>1</sup>. La CAQ, le grand gagnant, retrouve son score relatif de 2012 (et celui de l'ADQ en 2007). Le Parti libéral, malgré sa dure politique d'austérité, maintient son score de 2014 (et de 2007), et même améliore celui de 2012 suite au Printemps érable, quoique il ne retrouve pas celui de 2008. Dans ce comté péquiste depuis 1994, le PQ maintient, à trois points de pourcentage près, son score relatif de 2012 (et de 2007), sans retrouver ceux des autres élections depuis 1994, et ce malgré une absence de chef et un scepticisme causé par le départ précipité de l'ex-députée ex-ministre.

Les élections partielles minimisent le syndrome du « vote utile » parce qu'il ne mettent pas en jeu la hiérarchie entre les partis au parlement. Elles le font seulement dans la circonscription. Elles pénalisent généralement le parti au pouvoir, surtout quand il a des politiques impopulaires, et dans ce cas-ci l'opposition officielle, dont la députée avait abandonné la circonscription, en plus d'avoir perdu la direction du gouvernement à peine deux ans plus tôt. L'avantage revient aux tiers partis soit la CAQ identitaire et Québec solidaire. Dans ce duel, la CAQ a mis knock-out Québec solidaire d'autant plus que le parti gouvernemental a maintenu son score et que le PQ a gardé la circonscription avec un score à peine réduit.

Faute d'une organisation locale, Québec solidaire aurait choisi de ne pas faire campagne alors que c'était tout à fait possible de mobiliser des militantes de la Montérégie et de Montréal dans ce comté limitrophe à ces régions où se représentait pour le seconde fois une militante locale contre le gaz de schiste<sup>2</sup>. Lors d'une situation semblable dans un autre comté limitrophe (Rousseau), en septembre 2009, le parti n'avait pas craint de mobiliser les militantes de la Rive Nord, de Laval et de Montréal pour du porte-à-porte, sans compter un généreux affichage de la part d'une organisation avec beaucoup moins de moyens financiers et militants qu'aujourd'hui. Faute d'explications du parti, muet comme une carpe depuis la débandade, on peut faire l'hypothèse que sa direction s'était concoctée une grosse excuse justifiant d'avance son mauvais score.

Pourquoi un tel pessimisme alors que lors de l'élection partielle dans le comté de Lévis en octobre 2014, le parti avait amélioré son score de plus d'un point de pourcentage par rapport à l'élection générale d'avril 2014 pour se situer à moins d'un point de pourcentage derrière le PQ<sup>3</sup>? On ne peut que conjecturer que le parti s'est résigné à plier sous le vent identitaire et sécuritaire soufflant depuis les attentats terroriste de St-Jean-sur-Richelieu, d'Ottawa, de Paris et de Copenhague depuis la fin octobre et surtout depuis janvier<sup>4</sup>. Cette capitulation propre à tout parti électoraliste s'adaptant à la conjoncture peut pourtant être combattue par un message de rupture offrant une alternative solidaire au fédéraliste néolibéralisme pétrolier et guerrier et à une pratique proactive menant à la grève sociale vers la libération nationale et l'émancipation sociale.

### **Un message centriste à contresens...**

Le message de Québec solidaire ne passe pas même s'il est le seul parti de l'Assemblée nationale à dénoncer conséquemment l'austérité et le pétrole sale tout comme à réclamer une hausse de la

1 Wikipédia francophone, [Richelieu \(circonscription provinciale\)](#)

2 [Biographie de Marie-Ève Mathieu](#), site web de Québec solidaire

3 Wikipédia francophone, [Lévis \(circonscription provinciale\)](#)

4 La peur sécuritaire combinée à un internationalisme déficient face aux centaines de milliers de morts et aux millions de déplacés de la « guerre contre le terrorisme » crée un terreau favorable à la droite qu'elle ne manque pas de faire fructifier quitte à sacrifier de grands pans de la démocratie bourgeoise.

fiscalité des entreprises et des riches. On ne peut pas en dire autant du PQ à moins de donner du crédit aux déclarations démagogiques de certains désespérés candidats à la chefferie péquiste<sup>5</sup> tout en faisant fie de la contre-performance néolibérale et pétrolière du gouvernement Marois après qu'il eut payé son dû au Printemps érable<sup>6</sup>... et sans oublier les gouvernement Bouchard (et Chrétien), champion des coupures<sup>7</sup> au même titre que le gouvernement Couillard (et Harper), et celui Landry, champion des baisses d'impôt<sup>8</sup>.

D'aucun affirme que la cause en est que le message Solidaire est vague et abstrait<sup>9</sup>. La porte-parole députée du parti, faisant le bilan de l'élection de 2014, pense plutôt qu'il manque de porteur de ballon crédible en ce qui a trait au message économique tout en invoquant aussi les obstacles de l'abstention et de la promotion de la souveraineté<sup>10</sup>. La plate-forme électorale 2014 de Québec solidaire n'a rien d'abstraite ou de vague<sup>11</sup> quoique elle est loin d'avoir été mise en évidence lors des dernières élections et encore moins ses points saillants les plus radicaux « oubliés » ou floués par les porte-parole<sup>12</sup>. Ce recentrage politicien de la plate-forme n'avait rien pour mobiliser l'électorat abstentionniste et encore moins pour faire de l'indépendance un outil de libération nationale et d'émancipation sociale qui emporte l'adhésion malgré le risque.

Quant au message économique, ou plutôt à juste titre le message écolo-économique, il est davantage précisé dans le document « Sortie du pétrole »<sup>13</sup> complété du « Cadre financier »<sup>14</sup>. Le tendon d'Achille de la crédibilité du parti est ailleurs. Eut-il été livré sans faux-fuyant par un réputé économiste patenté de gauche, ce tendon d'Achille en aurait été encore plus évident. Il aurait été encore plus clair que la sortie du pétrole n'en est pas une et que son financement par le capital financier à un taux d'intérêt raisonnable et sans complémentaire austérité est une illusion<sup>15</sup>. La capacité du capital financier, par l'intermédiaire de ses sbires politiques, de mettre les épaules au plancher à un parti ayant conquis la quasi majorité parlementaire, et autrement plus radical que Québec solidaire, vient d'être clairement démontrée en Grèce<sup>16</sup>. Sans compter que n'existe pas au sein de Québec solidaire, contrairement aux partis européens antilibéraux dont Syriza et les Partis de gauche français et allemand, un visible pôle anticapitaliste faisant pression sur la direction et prêt à prendre la relève<sup>17</sup>.

---

5 Marco Bélair-Cirino, [Cloutier se veut le candidat de la justice fiscale](#), Le Devoir, 16/03/15; Texte collectif, [Bernard Drainville, la voix de la justice sociale](#), Le Devoir, 2/03/15; Daniel Roy, [Les Métallos derrière Martine Ouellet](#), L'Aut'Journal, 22/01/15;

6 Josée Legault, [L'an 1 du gouvernement Marois : un virage déterminant](#), L'actualité (blogue), 3/09/13

7 Josée Legault, [Le bris de confiance](#), Voir (blogue), 19/11/08

8 Vincent Brousseau-Pouliot, [12 budgets marquants](#), La Presse (Affaires), sans date; Budget 2002 : « *Baisses d'impôt les plus généreuses de l'histoire du Québec – 3 milliards de dollars au cours de cette année fiscale.* »

9 Denis Christian-Morin, [Québec solidaire ou la gauche sans histoire](#), Le Devoir (Opinion), 16/03/15

10 Entrevue de Françoise David par Simon Jodoin, [Françoise David: D'abord solidaire](#), site web de Voir, sans date; à partir de la 34<sup>ie</sup> minute de l'entrevue

11 [Plate-forme 2014 de Québec solidaire](#), site web du parti

12 Voir l'annexe 1 pour une analyse plus précise

13 Québec solidaire, [Plan de sortie du pétrole 2015-2030](#), site web du parti

14 Québec solidaire, [Cadre financier 2014](#), site web du parti

15 Voir l'annexe 2 pour une analyse plus précise

16 Quatrième Internationale, [Solidarité avec le peuple grec](#), ESSF, 24/02/15 : « *Dès le 4 février, la Banque centrale européenne a annoncé que le refinancement des banques grecques était stoppé, car elle n'acceptait plus les bons de la dette grecque et dans le même temps un mouvement massif de retraits de liquidités s'opérait en Grèce. [...] La volonté clairement et unanimement affichée est d'étrangler le gouvernement grec en contrôlant son système bancaire.* »

17 Au sein de Syriza, 41% du comité central a refusé d'entériner la capitulation de la direction du parti à la troïka (Stathis Kouvelakis, [Grèce : 41% du comité central de Syriza rejette l'accord Eurogroup – Un succès pour la Plate-forme de gauche](#), ESSF, 2/03/15). Les collectifs idéologiquement anticapitalistes de Québec solidaire ont capitulé à la culture du « consensus » se réfugiant soit dans la propagande, soit dans le zèle militant a-critique à quelques coups de gueule près.

## ...d'une polarisation sociale et politique

Depuis l'élection québécoise de 2014, les déboires de Syriza après d'illusoire espoirs réformistes alors que le grand capital exige le démantèlement complet de l'État providence dans les pays du « vieil impérialisme », ont d'autant mis en relief que le social-libéralisme réellement existant de Québec solidaire fait de coups de chapeau au Parti libéral, de main tendue au PQ<sup>18</sup> et d'« oubli » de défendre l'essentiel droit au travail<sup>19</sup> ne saurait être une alternative au néolibéralisme pétrolier et guerrier. Reste que la polarisation sociale du 99% (plutôt du 90%) contre le 1% (et sa base parfois réticente du 9%) crée un appel d'air alternatif. L'occasion faisant le larron, le Parti conservateur et la CAQ<sup>20</sup>, suivis d'un PQ de moins en moins hésitant depuis le tournant de la dite « charte des valeurs »<sup>21</sup>, cherchent à remplir le vide en exploitant les questions jumelles identitaire et sécuritaire face à des Libéraux fédéraux qui capitulent<sup>22</sup>, à des Libéraux provinciaux qui jouent avec le feu<sup>23</sup> et même à un NPD qui tergiverse<sup>24</sup> et qui est prêt à faire alliance avec les Libéraux capitulards<sup>25</sup>.

Cet électoralisme à géométrie variable des uns et des autres ouvre la porte au « choc des civilisations » en lieu et place de la lutte contre l'exploitation et l'oppression toutes et tous ensemble. Se sont engouffrés dans la brèche les frères jumeaux du terrorisme islamiste et de celui impérialiste, un temps soutien du premier pour écraser la gauche arabo-musulmane avant que le terrorisme islamique ne devienne son Frankenstein se retournant contre d'innocentes populations, surtout musulmanes, faussement liées à l'impérialisme ou plutôt à l'Occident. Les frères jumeaux ont su créer des événements très médiatisés, de l'assassinat sordide aux bombardements de civils en passant par des manifs dite d'unité nationale et par des lois liberticides, qui entretiennent la spirale de la peur et du ressentiment, dû à la compétition de tous contre tous, faisant sortir la bête immonde du fond de nos entrailles. Cachés derrière le pire, leurs soutiens intégristes, islamique, chrétien et juif, et du dogmatisme néolibéral, misent tant sur le désarroi de la jeunesse instruite face à un avenir sans horizon que sur un sexisme et un racisme latent prêts à s'exprimer en plein jour sous le couvert de la religion ou de la « civilisation occidentale » dite laïque.

## Le parle-ment et ses partis au lieu du toutes et tous ensemble vers la grève sociale

Ce changement de la donne depuis les élections de l'an passé explique que la stagnation électorale de Québec solidaire commence à se transformer en déroute. Engourdie par le parlementarisme, le parti prépare en toute quiétude un congrès où il n'y aura aucun débat à propos de lutte contre l'austérité et les hydrocarbures alors que se met en place un grand mouvement gréviste qui pourrait, qui doit, déboucher sur la grève sociale. Aucune discussion n'est prévue sur la contribution du parti pour faire surgir cette grève sociale sans laquelle tout travail parlementaire devient stérile. Aucun rapport ne sera soumis sur l'état de la mobilisation dans les

---

18 Mon site web, la partie « Où est Québec solidaire pour porter la grève sociale? » dans [Manifestation des femmes contre l'austérité](#), 8/03/15 : « Non seulement la direction du parti s'accoquine-t-elle avec les Libéraux mais elle persiste à faire les beaux yeux au Parti québécois (PQ). »

19 Mon site web, [Réponse Québec solidaire à la fermeture de Target: un tweet](#), 21/01/15

20 Alexandre Robillard, [Immigration: la CAQ veut serrer la vis](#), Le Devoir, 16/03/15

21 Jocelyne Richer, [PQ: la question identitaire divise Drainville et Cloutier](#), Presse canadienne par Le Devoir, 17/03/15; Alexandre Robillard, [PKP fait marche arrière et met de l'avant Bouchard-Taylor](#), Le Devoir, 17/03/15

22 Hélène Buzetti, [Trudeau appuiera la loi antiterroriste](#), Le Devoir, 5/02/15

23 Patrick Bellerose, [Djemila Benhabib: deux candidats libéraux appuient Jean Tremblay](#), Huffington Post Québec, 16/08/12

24 Le NPD a tardé à s'opposer à la loi C-51 (Métro, [C-51: une décision du NPD dans les prochains jours](#), 12/02/15) et n'a pas appuyé le peuple palestinien lors de l'attaque israélienne contre Gaza en 2014 (Daphnée Hacquer-B., [Une députée du NPD démissionne et écorche son chef](#), Le Devoir, 21/08/14)

25 Pierre St-Arnaud, [Thomas Mulcair serait prêt à s'allier au PLC pour battre les conservateurs](#), Presse canadienne par Le Devoir, 17/03/15

mouvements étudiant, syndical et populaire, sur ses forces et faiblesses, sur un possible apport du parti par un regroupement de ses membres syndiqués et étudiants. Le congrès annuel se tiendra loin du terrain politique réellement existant à part le discours habituel des porte-parole sous les entendus applaudissements afin d'impressionner les médias.

À part les élections de sa coordination, le congrès élaborera la partie de son programme centrée sur la question des femmes. Pourtant la lutte contre l'austérité et les hydrocarbures, comme l'a clairement démontré la récente étude de l'IRIS<sup>26</sup>, est cruciale pour empêcher un profond recul sur les questions spécifiques de l'esclavage domestique des femmes et de leur autonomie économique. Sans sacrifier la discussion sur le programme, un débat de fond sur la lutte contre l'austérité et les hydrocarbures vaudrait bien le détour par le congrès sans modifier sa substance tout en augmentant de beaucoup sa pertinence.

**Marc Bonhomme, 20 mars 2015**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

### **Annexe 1 : Le message Solidaire lors de l'élection 2014 : Contre la droite... tout contre**

Lors du débat des chefs de Radio-Canada, au lieu de se camper à gauche toute, la chef Solidaire s'est satisfaite de se positionner contre la droite... tout contre. Critiques bien plantées, déclarations d'intention et ton suave auront certes rafraîchi le cloaque et annoncé autre chose... mais quoi ? On a su qu'il y aurait un indéterminé investissement accru dans les transports en commun, une ouverture des CLSC 24/7, Pharma-Québec, l'interdiction des écoles privées religieuses, une indéterminée taxation accrue des banques. Voilà un adoucissement social-libéral de l'austérité tel que prôné par l'OCDE et le FMI inquiets tous deux des conséquences économiques et politiques de la croissance des inégalités<sup>27</sup>.

Mise au pied du mur sur l'éolien, qui produit de l'électricité en surplus à fort prix, par le chef caquiste, la chef Solidaire a laissé échapper sa nationalisation que niait, quelques jours auparavant, le député de Mercier pour qui ce n'était qu'une « possibilité » car « la réflexion du parti sur une éventuelle nationalisation de l'éolien n'était pas encore terminée... »<sup>28</sup>. La plate-forme est pourtant claire. À la très populaire émission *Tout le monde en parle*, la nationalisation totale ou partielle des secteurs de l'énergie, des ressources naturelles et du transport se ratatinait, selon la chef Solidaire — qu'on nous fasse grâce du mythe des deux porte-parole égaux — en un projet-pilote pour une mine d'or. Avec le PQ, ce sera le fracking sur Anticosti, avec la direction Solidaire, la spéculation sur l'or. Allo alternative.

Seulement une poignée de gens politisés iront sur le site web du parti lire les documents de campagne qui remplacent de facto la plate-forme électorale enfouie dans le site du parti sans jamais avoir été annoncée. Électorat Solidaire et grand public sont plutôt à l'affût des prises de parole des candidates vedettes, en particulier les émissions de grande écoute, et jeteront un coup d'œil sur les dépliants. Jusqu'ici, c'est l'omerta sur les objectifs maxima du GIEC, soutenus officiellement par le parti, tout comme sur la gratuité du transport collectif. Pourtant le petit Parti vert, présent à Montréal avec ses affiches au slogan « écosocialiste », publicise cette gratuité tout comme celle scolaire, et celles sur les frais dentaires et oculaires, ces dernières absentes de la plate-forme du parti. Cette dernière revendication avait toujours été dans les bagages de la gauche depuis des lorettes tout comme la salarisation des médecins, aussi négligée par Québec solidaire, alors que le corps médical vide la caisse de la santé au même titre que l'industrie

26 Karl Rettino-Parazelli, [Crise d'équité – Les mesures d'austérité frappent plus durement les femmes que les hommes, et celles de relance les avantagent moins](#), Le Devoir, 3/03/15

27 Éric Desrosiers, [Appel à la prudence de l'OCDE](#), Le Devoir, 19/03/14 et Agence France-presse, [Le FMI admet que l'austérité aggrave les inégalités sociales](#), Le Devoir, 14/03/14

28 Presse canadienne, [QS veut « sortir le Québec du pétrole » et conteste le modèle éolien](#), Le Devoir, 17/03/14

pharmaceutique.

C'est même la grande discrétion sur la stratégie du parti à propos de l'accès à l'indépendance, assemblée constituante et référendum dans le premier mandat, alors que ce thème est à l'avant-scène de la campagne. On doit cependant admettre que réclamer à court terme une constituante et un référendum dans un climat d'effondrement des luttes sociales s'avérerait politiquement dangereux. Cette stratégie se bornant aux institutions requiert le préalable d'une grande montée des luttes sociales et, encore là, elle doit couronner la lutte et non pas la figer en plein élan. Une vraie stratégie de gauche doit plutôt s'attaquer à créer les « conditions gagnantes » de la mobilisation pour la libération nationale et l'émancipation sociale lesquelles conditions passent par cette grève sociale qui a tant manqué au Printemps érable.

(Extraits remaniés de mon texte « [À la stérilité néolibérale répond le vide consensuel Solidaire](#) », 23/03/14)

## **Annexe 2 : La direction Solidaire ménage le capital**

La direction du parti ajuste son discours pour rester crédible aux yeux du capital financier et des monopoles médiatiques. Ce respect imprègne le « cadre financier » qui fait l'hypothèse de la lente croissance continue sur cinq ans prévue par le capital financier, mais sans crise, en plus de taux d'intérêt qui resteront bas. Cet profession de foi pro-capital justifie un 40% des recettes supplémentaires prévus si on inclut les sommes soustraites au Fonds des générations. C'est davantage que la contribution prévue des nouveaux impôts des entreprises et des individus fortunés. Côté dépenses, le parti propose une « sortie du pétrole » payé par le capital financier à raison de 23 milliards \$ sur 5 ans, dixit le « cadre financier ». Les banques et consort tiqueront pour un plan d'investissement allant au-delà du petit milliard \$ supplémentaire par année réclamé par la Chambre de commerce à moins de coupures compensatrices sur le plan social. Idem pour les 50 000 logements sociaux supplémentaires sur cinq ans.

Le plan phare « Sortie du pétrole » évite l'affrontement avec le capital des secteurs énergivores de la fabrication et du transport des marchandises. Si le transport en général est le maillon faible québécois de l'enjeu des gaz à effet de serre (GES), le transport des marchandises en est le tendon d'Achille. « Depuis 20 ans, les camions lourds sont le mode de transport qui a connu la plus forte augmentation (154 %) de consommation d'énergie au Québec, essentiellement du diesel, alors que la population québécoise croissait de 12 % seulement durant cette période. Entre-temps, le nombre de camions légers utilisés pour le transport de marchandises a augmenté de 137 % et l'indice tonnes-kilomètres progressait de 149 %. [...En résulte que ce sous-secteur est responsable de] 40 % du pétrole consommé et des émissions de GES du secteur des transports »<sup>29</sup>

Pour cette plaie ouverte qui saigne de plus en plus, « Sortie du pétrole » se contente d'un diachylon. Au cours des cinq prochaines années, « Québec solidaire entamera des discussions avec les utilisateurs du transport de marchandises par route pour envisager avec eux les solutions de remplacement les plus fonctionnelles (cabotage, train, véhicules écoénergétiques, etc.) et les meilleurs moyens de les développer et de les encourager. » Il faudra ensuite attendre après 2025 pour qu'enfin « [p]lusieurs mesures [soient] mises en place pour accompagner les entreprises dans la transformation du secteur des transports. Les subventions à l'achat de véhicules électriques et les crédits d'impôt pour les entreprises privilégiant des modes de transport sans pétrole feront éventuellement place aux normes forçant les compagnies à adopter un certain ratio de transport écoénergétique des marchandises. » Plus sous-tapis, tu meurs.

En plus de cette aide pour le transport des marchandises, « Sortie du pétrole » en prévoit aussi pour les processus industriels : « L'aide sectorielle accordée par le gouvernement de 2015 à 2020 offrira un soutien essentiel au secteur industriel, responsable de 33 % des émissions de GES ». Le

---

29 Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, [Document de consultation](#), page 65

Québec est déjà le champion canadien des subventions aux entreprises<sup>30</sup>. Il ne faudrait pas que ce soit un parti de gauche qui en rajoute. On est aux antipodes de la prise de position : « *Quant aux grandes entreprises, QS affirme "qu'il ferait le ménage" en ce qui concerne les subventions, les crédits d'impôt et les tarifs préférentiels d'électricité qui sont actuellement accordés aux minières et aux alumineries*<sup>31</sup>. » À part la nationalisation sans compensation, quel pourrait être une réponse de gauche crédible aux chantage des alumineries qui menacent le Québec de fermetures et de refus d'investir si elles n'obtiennent pas d'hydroélectricité à rabais ?

*Last but not least*, cette politique inadéquate ne suppose pas plus une rupture avec le capital financier qu'elle n'en suppose une avec le fédéralisme. Tout au plus, affirme le plan « Sortie du pétrole », « *nous serons plus à même d'atteindre nos objectifs une fois que nous aurons acquis notre pleine indépendance politique et économique.* » S'il est possible d'atteindre des objectifs en deçà de ceux proposés par les Nations unies, pour lesquels la plate-forme Solidaire s'est pourtant compromise, dans le cadre d'un Canada axé sur le développement pétrolier, gazier et minier on ne voit pas pourquoi il vaudrait la peine de se lancer dans la dure lutte pour l'indépendance pleine de « turbulences » (Pauline Marois) et de « trous noirs » (Jean Charest) à moins de penser que ce sera une tranquille promenade constitutionnelle en trois votes.

L'atteinte des objectifs fixés par les Nations unies, par contre, exige cette indépendance pour exproprier les banques (et pour sauver la langue) afin de se doter d'une politique de plein emploi écologique. Et le déploiement de cette lutte stratégique passe par le déclenchement d'une grève sociale dont l'actuelle lutte contre l'austérité et les hydrocarbures est la possible amorce.

(Extraits remaniés de mon texte « [À la stérilité néolibérale répond le vide consensuel Solidaire](#) », 23/03/14)

---

30 Philippe Hurteau, [Les entreprises et leur dépendance à l'État](#), IRIS, 3/05/13

31 Mélanie Loisel, [QS désire taxer les plus riches](#), Le Devoir, 19/03/14